

Élections locales après l'échec du référendum

Venezuela : conclusion d'une année déterminante

par Roman Migus

10 octobre 2008

Lors des élections régionales et municipales du 23 novembre prochain, les Vénézuéliens diront s'ils souhaitent ou non étendre la Révolution bolivarienne d'Hugo Chavez aux collectivités locales. Comme le souligne Romain Migus dans cette étude détaillée, le conflit actuel entre certaines baronnies et Caracas n'a rien à voir avec un problème de centralisation, mais exprime des résistances économiques et politiques — soutenues à visage découvert par les États-Unis— contre un changement de modèle de société.

Dans le régime « dictatorial » du « populiste » Chavez, chaque fin d'année, depuis cinq ans, est synonyme d'élections populaires pour les citoyens vénézuéliens. Quelques soient les résultats issus des urnes, la Démocratie en général et les structures électorales mises en place par l'État s'en trouvent renforcées. Malgré cela, les intérêts que représente le Venezuela dans la région restent sous la menace perpétuelle des États-Unis et des oligarchies vénézuéliennes prêts à tout pour stopper l'avancée de la Révolution socialiste. Les prochaines élections régionales et municipales du 23 novembre 2008 sont un des enjeux majeurs de la continuité du processus révolutionnaire. Or l'année 2008, préparative à ces élections, a été une année charnière. D'une part, parce que le processus socialiste s'est approfondi tout en tirant les erreurs qui ont conduit à l'échec au référendum sur la réforme partielle de la Constitution. D'autre part, parce qu'elle a été marquée par une offensive des États-Unis d'une puissance inégalée sur tous les fronts possibles : militaire, médiatique, économique et politique. À travers cette chronique nous reviendrons sur les événements qui ont marqué cette année pour mettre en perspective l'importance des prochaines élections et la croissance continue de la menace états-unienne contre le Venezuela bolivarien.

Ouverture de rideau : une victoire de la Paix et une défaite électorale

Le 10 janvier 2008, Clara Rojas et Consuelo Gonzalez de Perdomo sont libérées après avoir été retenues par les FARC pendant de nombreuses années. Malgré ce qu'en avait dit Jean Hébert Armengaud quelques jours plus tôt, « l'Opération Emmanuel » (du nom du bébé de Clara Rojas) fut loin d'être un « fiasco » [1]. Hugo Chavez et le gouvernement bolivarien peuvent se féliciter, ils furent, avec l'ambassadeur de Cuba à Caracas, les principaux artisans de cette libération. Et pourtant bien loin d'être salué par une salve d'éloges médiatiques, « l'Opération Emmanuel » n'aura que peu d'écho vu l'ampleur de la réussite de ceux qui y travaillaient depuis des mois. Et même pire, elle sera l'occasion pour les États-Unis, la Colombie et leurs alliés médiatiques de commencer une véritable guerre psychologique pour tenter d'associer le Venezuela bolivarien au « terrorisme » des FARC et générer par là une intervention militaire. En effet, porté par cette victoire, le président Chavez va dans les mois qui suivent s'impliquer pour un accord de paix durable en Colombie. Initiative qui sera torpillée par les élites de Bogota. Nous y reviendrons.

Dans le même temps, dans le camp socialiste au Venezuela, les Hallacas [2], le plat traditionnel des Fêtes de fin d'année, ont eu un goût amer. La douche froide provoquée par la récente défaite électorale au référendum sur la réforme partielle de la Constitution a laissé place, au début de l'année à un intense et nécessaire débat au sein des bases sur le sens de cette défaite. Conscient de cette nécessité de critique permanente du processus révolutionnaire, le président Chavez a lancé le programme des 3R : Révision, Rectification, et Ré-impulsion. En fait, il s'agit là de systématiser les analyses de la base afin de coordonner les erreurs qui se sont produites et d'y apporter les meilleures solutions. Ce n'est pas un changement de cap mais une nécessaire remise en cause suite à la défaite du 2 décembre 2007. L'institutionnalisation des 3R, bien loin de museler les critiques des organisations populaires, va permettre d'étendre la réflexion à tous les niveaux de la fonction publique. Ce qui a eu pour conséquence la création de nouvelles entités plus performantes et moins bureaucratiques, notamment en ce qui concerne les domaines de la production, de l'alimentaire, mais aussi des importations.

Nous ne reviendrons pas sur l'analyse de la défaite électorale [3] mais nous soulignerons deux points qui ont leur importance dans la perspective des élections du 23 novembre.

Tout d'abord, les « nouveaux » éléments de l'opposition ont été sacrifiés après le 2 décembre 2007. Les leaders du mouvement étudiant de droite formé par l'Albert Einstein Institution [4] et les jeunes yougoslaves d'Otpor [5] n'ont pas décidé de retenir les leçons de leurs aînés d'Europe de l'Est et du Caucase, et se sont inscrits dans les partis politiques d'opposition, certains étant même candidats aux prochaines élections. Or, cela a pour conséquence de faire voler en éclat leur supposé « apolitisme » qui avait conquis une minorité d'étudiants. Rappelons de plus que l'enthousiasme créé par les mouvements de jeunes à la pointe des coups d'État *soft* en Yougoslavie, Ukraine et Georgie ne s'est jamais traduit dans les urnes. L'exemple le plus flagrant étant celui d'Ukraine où le mouvement Pora n'avait recueilli qu'à peine 1.47 % des voix aux élections législatives. Au Venezuela, la seule exception notable à cet engouement pour le pouvoir politique est le leader étudiant Yon Goiecochea. Il vient pourtant de recevoir le prix Milton Friedman (conseiller économique de Augusto Pinochet) et 500 000 dollars [6] de la part du Think Tank ultralibéral : le Cato Institute [7]. Il va donc être difficile pour ces étudiants de renouer avec un soi-disant « apolitisme » pour mobiliser leurs troupes en vue de l'élection de novembre.

De même, le Parti Podemos et le général parachutiste Baduel, n'ont plus qu'épisodiquement la faveur des media. Eux qui par leur revirement contre la Révolution bolivarienne étaient devenus les stars médiatiques du « Non à la réforme ». Dans le cas de Raul Baduel, après avoir déclaré lors de la IV^e Assemblée du parti Podemos qu'il avait été « choisi par la Providence divine » pour sortir le pays des marasmes dans lequel il se trouve [8], il a écrit un livre : *Ma Solution*. Dans cet écrit, il préconise le recours à une Assemblée populaire constituante, et dans un deuxième temps initier une série de procès qui toucheront tous les fonctionnaires du président jusqu'au plus petit [9]. Sans commentaires.

D'autre part, la défaite de décembre dernier a provoqué un sursaut salutaire dans les masses chavistes. En effet, après 10 ans de victoires électorales ininterrompues, beaucoup d'électeurs chavistes ne s'étaient pas déplacés pour un referendum dont ils ne comprenaient pas bien les enjeux et dont ils avaient la certitude qu'il allait être gagné. Le fait qu'en démocratie on puisse aussi perdre devrait provoquer le retour de ces électeurs devant les urnes ce 23 novembre 2008. La peur de pouvoir perdre devrait favoriser le camp chaviste.

Renforcement de la politique économique et sociale du gouvernement bolivarien

Sécurité alimentaire

En matière économique, l'année 2007 avait été marquée par une série de nationalisations opérées par le gouvernement bolivarien (secteur du pétrole, de l'électricité, des télécommunications) [« Nationalisations au Venezuela » et [« Souveraineté pétrolière, réformes sociales et indépendance financière au Venezuela », par Salim Lamrani, *Réseau Voltaire*, 6 mars et 11 juin 2007.]]. Le patronat vénézuélien s'était quant à lui distingué en organisant un blocus planifié sur les aliments de base des citoyens vénézuéliens les plus pauvres [10]. Le lait fut le dernier aliment à disparaître des rayons juste avant le référendum du 2 décembre 2007 dans le but que le mécontentement créé se retranscrive dans les urnes. Face à cette offensive, le gouvernement va nationaliser, dès le mois de janvier 2008, une usine de production de lait appartenant à l'entreprise italienne Parmalat. Le 14 mars 2008, le président Chavez persiste dans la défense de la souveraineté alimentaire et nationalise l'entreprise vénézuélienne Los Andes (productrice de jus de fruit, de lait et de ses dérivés). Par ces nationalisations, l'État produit 43% de la production nationale. Le blocus des entreprises privées ne peut alors plus tenir et le lait réapparaît sur les étals des supermarchés. D'une manière plus générale, le gouvernement décide de lancer un combat pour la souveraineté alimentaire. C'est dans cette optique que va être créé Producción y Distribución Venezolana de Alimentos (PDVAL) en février 2008 [11]. PDVAL se veut comme un complément de la mission Mercal qui avait vu le jour en 2003. Un complément qui a tiré les leçons de certaines erreurs commises dans la mission Mercal. En effet, la majorité de la distribution des produits Mercal avait été laissée à des superettes privées généralement sous la forme de coopérative. Ces distributeurs s'étaient avérés incapables de faire face à la spéculation sur les produits alimentaires de base, ou y participaient carrément activement. PDVAL dépend de l'entreprise pétrolière PDVSA, c'est donc une entreprise d'État. Elle s'occupe directement de toute la chaîne alimentaire, de la production à la distribution, en passant par plusieurs étapes intermédiaires. C'est d'ailleurs dans cette optique que le gouvernement a procédé à la nationalisation d'entreprises de gestion de la chaîne du froid en mars 2008. Les points de vente PDVAL respectent les prix régulés mis en place par le gouvernement et dans bien des cas, on y trouve des produits bien moins chers et de toute aussi bonne qualité que dans les supermarchés privés. Comme de coutume, à l'apparition de PDVAL, les media commerciaux ont essayé de tromper le public en faisant croire que c'était la porte ouverte aux tickets de rationnement au Venezuela.

L'immense majorité des Vénézuéliens (ainsi que l'auteur de ces lignes) qui bénéficient avec PDVAL d'une alternative aux grandes chaînes de distribution se remémore désormais avec sourire et dédain les menaces des media commerciaux.

Secteur des infrastructures

En plus des efforts du gouvernement en matière de sécurité alimentaire, le domaine de l'infrastructure va connaître lui aussi une série de nationalisations. Avant d'aller plus loin, il semble bon de rappeler que les nationalisations s'opèrent plus rubis sur l'ongle qu'armes au poing, l'État vénézuélien rachetant les entreprises à un prix fixé par les deux parties. Le choix des entreprises à nationaliser relève de l'urgence de développement que connaît le Venezuela et s'inscrit dans la *Loi d'expropriation pour cause d'utilité publique ou sociale* [12]. Et en matière d'infrastructure, le Venezuela est en pleine expansion ; tant dans les grands chantiers nationaux que dans les barrios où les Conseils communaux travaillent d'arrache pied à l'amélioration de leurs quartiers. C'est dans ce contexte qu'ont été nationalisées les entreprises de production de ciment au Venezuela. Trois entreprises étrangères détenaient le monopole de la fabrication du ciment au Venezuela : la mexicaine CEMEX (50 %), la suisse Holcim (25 %) et la française Lafarge (25 %). Malgré des chiffres de production élevés, le ciment manquait dans le pays et l'on devait l'importer de Cuba. La raison ? Les trois entreprises exportaient la plupart de leur production et ne dirigeaient au marché national que du ciment de seconde qualité. Sans parler des multiples délits au droit du Travail dont souffraient les travailleurs de ces entreprises.

Dans cette même logique de développement des infrastructures, l'entreprise de sidérurgie Sidor du consortium argentin Techint a été nationalisée. Cette nationalisation a d'abord été le fruit d'une longue lutte des travailleurs contre le patronat mais aussi contre une frange droitière du gouvernement bolivarien. En effet, le gouverneur chaviste de l'État du Bolivar et surtout le ministre du Travail non seulement n'appuyaient pas les travailleurs en lutte mais penchaient complètement dans le camp du patronat. Le gouverneur allant même jusqu'à lancer des forces de polices contre les piquets de grève. Le 30 avril 2008, le président Chavez tranche en faveur des travailleurs de Sidor, nationalise l'entreprise et renvoie son ministre du Travail quelques jours après. Sidor, désormais aux mains de l'État et des travailleurs, devra désormais produire en adéquation avec les besoins du pays en matière de sidérurgie.

Secteur financier

Début août 2008, le président Chavez annonce publiquement la prochaine nationalisation de la banque espagnole « Banco de Venezuela » du groupe Santander. Le groupe espagnol dans lequel l'État est actionnaire cherchait à vendre à un banquier vénézuélien. Le gouvernement bolivarien s'est opposé à la transaction et a décidé son achat. Le but de cette acquisition est double. « Banco de Venezuela » était une des principales banques du pays, avec sa concurrente espagnole BBVA et dans une moindre mesure la Banque Industrielle du Venezuela, propriété de l'État. Avec cette nationalisation, l'État devient ainsi un acteur de poids dans le système bancaire vénézuélien. De plus, comme l'a souligné le président Chavez, il s'agira de multiplier les succursales pour toucher de plus en plus de petits épargnants, notamment dans les territoires désertés par les grandes banques privés [13].

Approfondissement du Pouvoir Populaire

Continuant sur la voie de la construction du socialisme vénézuélien, le gouvernement va créer, au cours de l'année 2008, cinq nouvelles missions sociales. Rappelons que la figure des missions a pour tâche de réinventer le nouvel État socialiste, avec la participation active des Communautés organisées. Bien que lancée à la fin de l'année 2007, c'est à partir du début de l'année 2008, que la Mission Musica prend son envol. Elle a pour but de consolider au niveau national, et avec l'aide des Conseil communaux, le Système national d'orchestre infantile conçu par le chef d'orchestre Jose Antonio Abreu, pour donner un accès à la musique classique aux enfants des classes défavorisés [14]. En mars, est créée la Mission José Gregorio Hernandez, du nom d'un médecin vénézuélien du début du XXe siècle considéré comme un saint catholique par de très nombreux secteurs des classes populaires. Cette mission a pour but, grâce aux travaux de terrain des organisations populaires, de dresser une liste, communauté par communauté, des personnes souffrant de handicap physique et mentaux afin de leur porter tous les soins nécessaires. Sur le même modèle, la Mission Niños y Niñas del Barrio a vu le jour en juin 2008. Elle pour tâche d'organiser de venir en aide aux enfants des rues afin de les en sortir. D'autre part, elle organise aussi l'Organisation des enfants et adolescents du Venezuela qui, en lien avec les Conseils communaux, devront aider à éradiquer les mauvais traitements, l'exploitation et le harcèlement dont souffrent certains enfants et adolescents au Venezuela. L'originalité de cette organisation est qu'elle est dirigée par les adolescents eux-mêmes.

Mais la Mission la plus importante sans aucun doute est la Mission 13-Avril, lancée lors de la commémoration des six ans du retour de la démocratie au Venezuela. Elle consiste ni plus ni moins qu'en la réorganisation territoriale à partir d'expériences pilotes menées par les Conseils communaux et l'État central. Elle prévoit l'articulation de toutes les Missions afin d'élever le niveau de vie des quartiers défavorisés mais aussi afin de créer de nouvelles entités territoriales, les Communes socialistes, et promouvoir une économie productive communale. Cette Mission, définie comme « souterraine », par le président Chavez lors de son programme dominical du 24 août 2008, a pour but de transformer radicalement le visage du Venezuela. Son budget initial pour le deuxième semestre 2008 s'élève à 400 millions de bolivars forts (200 millions de dollars US).

Le plus grand chantier dans l'approfondissement du pouvoir populaire reste la consolidation des Conseils communaux, des Banques communales, et la mise en place de l'économie communale. Pour cela, l'État a soutenu financièrement les communautés organisées pour que celles-ci prennent en main la gestion des infrastructures, de la culture, de l'action sociale, etc... sans passer par le tamis réducteur des structures du vieil État bureaucratique encore entachées de corruption. Les États régionaux contrôlés par des gouverneurs chavistes ont eux aussi apporté des aides financières aux Conseils communaux. Le renforcement des banques communales liées au Conseil communal et administrées par les membres du voisinage ont permis de financer de multiples projets productifs au cœur de la communauté, faisant par là à la fois baisser le chômage et renforçant l'appareil productif vénézuélien.

Le Conseil communal, qui est l'organe centralisant tous les comités de voisinage en matière d'éducation, santé, culture,... qui s'exprimaient avant au sein des Missions est devenu l'espace le plus emblématique de la Révolution socialiste et de la démocratie participative. Malgré les injonctions de l'opposition accusant les Conseils communaux comme étant du seul domaine des chavistes, nous avons pu constater, à Caracas, que les classes moyennes supérieures (acquises à l'opposition) ont aussi joué le jeu et constituent leurs propres conseils communaux avec la volonté d'améliorer la vie de leur quartier.

En général, le gouvernement et le Peuple organisé sont réellement en train d'approfondir un système économique-social qui pourrait être une voie de définition du socialisme du XXI^e siècle. Même s'il est encore un peu tôt pour entreprendre un bilan systématique (les Conseils communaux n'ayant qu'un an et demi d'existence), on peut déjà noter que leur travail porte ses fruits et que le gouvernement s'est engagé concrètement au niveau financier et politique à poursuivre cette expérience. L'année 2008 a réellement été l'année de « l'explosion du pouvoir populaire ».

La Nueva Política Económica Bolivariana

Au niveau de la politique économique et productive, le 11 juin 2008 représente certainement une date importante dans le choix des orientations du gouvernement bolivarien.

La bourgeoisie vénézuélienne, à part quelques exceptions, se caractérise par des fortunes bâties sur l'importation ou, lorsqu'elle produit sur le sol vénézuélien, par la fuite de capitaux pourtant régulés par le contrôle des changes mis en place en 2003. En règle générale, le pays reste fort peu industrialisé malgré l'industrie pétrolière. Le secteur de l'industrie de transformation est quasiment inexistant, la production agro-alimentaire insuffisante. Comme nous l'avons vu précédemment, l'État s'est engagé dans cette voie et a parallèlement développé sa révolution pétrochimique pour renforcer les industries de transformation à partir des composés chimiques issus du pétrole. Mais l'État peut-il à lui seul assurer le développement industriel du pays ou a-t-il besoin du capital privé ? Et comment obliger des investisseurs nationaux à réellement s'engager dans la voie du développement économique et productif de la Nation ?

La bourgeoisie vénézuélienne n'est ni monolithique ni radicalement anti-chaviste dans son ensemble. Après le coup d'État et le lock-out patronal, de nombreux entrepreneurs (petit, moyen et grand) ont quitté l'ultra-droitière organisation patronale Fedecamaras pour fonder Entrepreneurs Pour le Venezuela (Empreven). Comme nous l'a dit son président Alejandro Uzcategui dans une interview réalisé en septembre 2007 : « Nous sommes des entrepreneurs nationalistes. Pour nous l'intérêt collectif national doit primer avant l'intérêt individuel. Nous pensons que les stratégies économiques doivent être fixées par l'État, surtout dans un pays comme le Venezuela où il y a tant de pauvreté, de problèmes sociaux et une dette sociale aussi grande. (...) On doit passer d'un modèle d'entreprise capitaliste, néo-libérale, et individualiste à des entrepreneurs anti-impérialistes, dotés d'une conscience sociale, des entrepreneurs qui ne voient pas leurs entreprises comme une entité isolée mais intégrée dans son environnement social, c'est-à-dire la Communauté, et dans le pays » [15]. Il y a donc au Venezuela une partie de la bourgeoisie prête à investir dans le développement du pays et à ne pas se dédier uniquement à la spéculation et à l'importation, ou

carrément à la déstabilisation. Comment attirer les investisseurs nationaux dans le développement du tissu productif du pays ? C'est le centre des mesures prises par le gouvernement le 11 juin 2008, lors d'une réunion du chef de l'État avec les entrepreneurs privés intitulée : « Ré-impulsion productive. Alliance Stratégique Nationale ». Dans le secteur industriel, un fond d'un milliard de dollars est dégagé du nouvel impôt sur les bénéfices éclairés des compagnies pétrolières et du fond d'investissement Chine-Venezuela pour créer des entreprises mixtes dans les secteurs de l'alimentaires et de la manufacture. De plus, l'État s'engage à mettre en relation les entrepreneurs vénézuéliens et leurs homologues étrangers, à reprendre une politique d'achats massifs aux entreprises privées selon les besoins de la Nation, et à développer les Entreprises de production sociale en connexion avec celles du capital privé.

Au niveau de la politique fiscale, l'impôt sur les transactions financières (1.5 % de toutes les transactions faites par les entreprises) est annulé. Le contrôle des changes est allégé pour les petits importateurs de moins de 50 000 dollars. En ce qui concerne la politique agricole, un fond de 35 millions de dollars est créé pour subventionner les petits producteurs pour pallier les différences entre le coût de production et la récolte. De plus, si les prix s'effondrent, l'État subventionnera la différence de prix à hauteur de près de cinq millions de dollars. La dette que 25.149 petits producteurs avaient envers un organisme de l'État (Fondafa) est annulée. Ces mesures sont les plus significatives d'une liste encore plus longue [16].

Cette main tendue de l'État au patronat va être très fortement critiquée par les tenants de la droite dure et par une partie de l'extrême gauche. Les premiers n'y voyant qu'une mesure électoraliste (sic) destinée à gagner les élections de novembre, montrant par là le lien implicite qu'ils font entre le capital privé et la déstabilisation. Dans le cas de l'extrême-gauche et d'une partie du PSUV, les reproches et critiques sont de divers ordres. Certains reprochent le caractère ultralibéral de ces mesures, d'autres critiquent l'Alliance stratégique comme étant un cadeau à la bourgeoisie et plaident pour plus d'investissement de l'État. Beaucoup tombent d'accord pour questionner les véritables intentions de la bourgeoisie (réunie pour le coup en ennemi de classe monolithique) qui jusque-là se serait uniquement distinguée par son côté putchiste. Il ne nous appartient pas ici de trancher dans un grand dialogue qui a beaucoup mobilisé la gauche du chavisme [17], mais la volonté du gouvernement de consolider une bourgeoisie nationaliste doit être comprise comme une voie vers le développement intégral de la nation tel qu'il était annoncé dans le Projet national Simon Bolivar 2007-2013 [18].

Tant les nationalisations que l'Alliance stratégique avec le privé et l'approfondissement du pouvoir populaire sont des traits clairs de volonté du gouvernement et du Peuple de poursuivre leur chemin vers la défense de la souveraineté nationale et de consolider le projet du socialisme du XXI^e siècle. Toute l'année 2008 a été fortement marquée par ce travail collectif. En ce sens, les élections du 23 novembre 2008 apparaissent comme une étape importante pour la consolidation du processus révolutionnaire bolivarien. Proportionnellement aux résultats concrets du pouvoir révolutionnaire, les efforts des Etats-Unis et des oligarchies locales pour entraver la marche de la Révolution Socialiste n'ont jamais été aussi forts qu'en cette année 2008.

Offensive des États-Unis et de leurs alliés

Jamais les États-Unis ne s'étaient montrés aussi menaçant qu'au cours de ces derniers mois. La menace d'une intervention militaire est désormais plus que présente. Le rôle que le président Chavez a joué pour trouver une solution pacifique au conflit colombien a été l'occasion de plusieurs manipulations médiatiques visant à chercher le prétexte d'une action belligérante. La Colombie s'est de plus en plus affirmée comme le relais de la politique agressive des États-Unis contre le Venezuela. Bruits de botte, guerre psychologique, séparatisme, et tentative de coup d'État : la guerre contre le Venezuela s'est intensifiée.

La Colombie : un véritable facteur de déstabilisation dans la région

Comme nous l'avons mentionné dans notre introduction, la volonté du Président Chavez de participer à un accord de paix durable en Colombie va être le point de départ d'une série d'actions politico-médiatique destinées à trouver un prétexte à une action belliqueuse.

Le 20 janvier 2008, soit 10 jours après la libération de Clara Rojas et Consuelo Gonzalez, John Walters, le directeur du Bureau de la politique de contrôle des drogues de la Maison-Blanche, déclare « qu'Hugo Chavez est en train de devenir un important facilitateur du trafic de cocaïne vers l'Europe et d'autres régions de l'hémisphère », à savoir les États-Unis. Comme nous l'écrivions alors : « les media commerciaux vénézuéliens vont se faire l'écho des propos de Walters, d'autant plus qu'ils interviennent peu après la demande de Hugo Chavez de considérer la FARC comme un groupe belligérant et non comme des "narco-

terroristes". L'intention de Walters est facilement compréhensible. Il s'agit d'accuser Hugo Chavez de collusion avec le trafic de drogue international. Cette accusation fut la pierre angulaire médiatique qui avait légitimé l'intervention des États-Unis au Panama en 1989, et dans une moindre mesure l'invasion de l'Afghanistan en 2001 (en plus du terrorisme). Ce fut aussi la raison invoquée pour la mise en place du Plan Colombie [19] et le renforcement de l'aide militaire au gouvernement colombien dans sa guerre contre la guérilla. En bref, c'est une puissante arme dans la propagande de guerre préalable à toute intervention militaire » [20]. Rappelons, d'une part, que la IVe flotte états-unienne a été réactivée en avril 2008 dans le but officiel de lutter contre le trafic de drogue et le terrorisme ; d'autre part que les statuts de l'Alliance atlantique, modifiés lors du cinquantenaire de l'Organisation, autorisent désormais les forces de l'OTAN à participer à des opérations militaires hors de leur zone géographique dans le cadre de la « guerre mondiale contre les drogues ». Cela nous permet de mieux comprendre les intentions belliqueuses de la Maison-Blanche. Le travail diplomatique du Venezuela et le Rapport mondial sur les drogues de l'ONU, ainsi que le Mécanisme d'évaluation multilatéral de l'Organisation des États américains contredisant les affirmations de Walters ont permis de désamorcer cette bombe médiatique. Qu'à cela ne tienne, les États-Unis allaient bientôt bénéficier d'un miracle technologique pour continuer leur guerre médiatique contre le gouvernement bolivarien.

Le 1er mars 2008, une pluie de bombes s'abat sur le territoire équatorien. L'armée colombienne, en partenariat avec leurs alliés états-unien, vient de démontrer son attachement à une sortie pacifique du conflit qui ensanglante le pays depuis 50 ans en assassinant Raul Reyes, principal interlocuteur des Farc dans le dossier de la libération des otages. Les blessés agonisants seront achevés par une incursion des militaires colombiens en territoire équatorien au mépris de toutes les règles élémentaires de souveraineté territoriale. La portion de jungle qui constituait le campement des guérilleros n'est plus qu'un vaste cratère au milieu duquel reposent intacts trois ordinateurs, deux disques durs externes et trois clés USB. Le lendemain, dans son émission *Aló Presidente*, Chavez outré par la violation du territoire équatorien, rétorque au président Colombien : « Uribe, ne t'avise pas de faire la même chose au Venezuela. Nous ne voulons pas la guerre mais nous n'allons pas permettre à l'empire états-unien, à son toutou Uribe et à l'oligarchie colombienne de nous affaiblir » [21]. Le personnel diplomatique est rappelé et 10 bataillons de tanks sont expédiés aux frontières avec la Colombie.

Le 3 mars, soit 48 heures à peine après les bombardements, le gouvernement colombien révèle une partie du contenu du matériel informatique « saisi ». Les preuves abonderaient pour prouver l'alliance régionale entre l'Équateur et le Venezuela et les Farc [22]. Immédiatement, ces pays réfutent les accusations. Le gouvernement colombien va donc faire appel à Interpol pour « prouver » l'authenticité des documents. Le rapport émis par l'Organisation internationale jette plus de doute sur la validité des « preuves » du gouvernement colombien que n'éclaire le supposé lien entre les Farc et les voisins de la Colombie [23]. Qu'importe, la valse médiatique est lancée. Puisque le Venezuela collaborerait avec une armée qualifiée par une minorité de pays comme « terroriste », alors le Venezuela (et dans une moindre mesure l'Équateur) est un pays terroriste et doit donc rejoindre la liste des États voyous dressée par Washington. Grandeur et mystère du syllogisme aristotélicien !

Le 13 mars, pour lever le doute sur les objectifs réels de cette opération psychologique, une dizaine de membres du Congrès états-unien clairement identifiés à la droite ultraréactionnaire et à la mafia cubano-étasunienne de Miami, introduisent une résolution au Congrès pour demander de déclarer le Venezuela comme un pays « protecteur du terrorisme » [24]. Comme le fut l'Afghanistan avant l'opération « Liberté Immuable »...

La menace paramilitaire s'intensifie

Le 9 mai 2004, les citoyens vénézuéliens, découvraient une nouvelle forme de déstabilisation. Après le coup d'État d'avril 2002 [25], le lock-out, les *guarimbas* (manifestations de rue ultraviolentes), une centaine de paramilitaires venus de la Colombie voisine étaient arrêtés à Caracas [26]. Leur mission : tuer Chavez et de hauts fonctionnaires de l'État. Si ceux-ci furent emprisonnés (et grâciés par le président Chavez en janvier 2008), beaucoup d'autres entrèrent au Venezuela sans éveiller les soupçons. En 2006, nous écrivions : « De par leur proximité avec la Colombie, les États frontaliers sont, évidemment, les plus touchés, mais certains quartiers populaires de Caracas souffrent aussi de ce fléau. Si une grande partie des paramilitaires défendent leur territoire et leur business armes au poing, d'autres restent en couverture menant une vie sociale normale, du moins en apparence. Le nombre est incertain mais jugé important. Or cette organisation, à la différence d'un simple groupe mafieux, a une idéologie politique (d'extrême droite) et une grande rigueur dans son organisation militaire » [27]. En fait, les paramilitaires colombiens ont pu s'implanter grâce aux failles des États régionaux et du gouvernement central en matière de sécurité. En liquidant les petits malfrats

locaux, ils ont pu s'attirer la sympathie temporaire ou la passivité des populations locales. De plus, les paramilitaires travaillent aussi leur versant « social » en avançant de l'argent notamment aux commerçants informels et en prêtant des dollars aux commerçants importateurs, les évitant ainsi de passer par la trame bureaucratique mise en place avec le contrôle des changes pour obtenir des devises. Ceci permettant aussi aux paramilitaires de blanchir une partie de leurs revenus provenant de la production et du trafic de drogue en Colombie. Cette implantation dans le terrain social leur permet de réaliser leur véritable objectif : réduire les citoyens à un État de terreur et planter un ordre fasciste [28].

Cela fait maintenant deux ans que l'on peut écouter, dans les barrios des États frontaliers, les témoignages de l'autre versant de cette invasion silencieuse. Ainsi, ce chauffeur de taxi de San Cristobal (capitale de l'État frontalier du Táchira) qui avait reçu un « prêt » des paramilitaires doit désormais mettre un CD à chaque fois que monte un client. Celui-ci entendra une émission de radio enregistrée véhiculant l'idéologie et la musique des paramilitaires. Si le chauffeur refusait de passer le disque, il le paierait de sa vie. Qu'est-ce qu'on pu dire ces jeunes femmes de Rubio (ville du Táchira, à 20 minutes de la Colombie) lorsque les paramilitaires ont commencé à s'implanter dans leur ville ? Elles ne se rappellent certainement pas. Mais, une chose est sûre, c'est qu'elle n'ont pas oublié cette nuit où elles revenaient à pied d'une fête dans le quartier. Une voiture s'est arrêtée. « Qu'est-ce que vous foutez dehors à cette heure là ? » La réponse fut des plus limpide. « Qu'est-ce que ça peut vous foutre ? ». Le chauffeur a alors insisté : « Mais vous avez bu en plus ». Quatre hommes sont sortis de la voiture et ont kidnappé les jeunes femmes. Les paramilitaires ne les ont ni violées, ni frappées mais les ont obligées à faire le ménage, préparer les repas et laver le linge. Au bout de dix jours, ils les ont relâchées en leur signalant : « Ce que vous venez de faire est votre rôle de femme, si on vous retrouve à marcher la nuit, on vous tue ». Ce témoignage ne nous a pas été concédé dans une région reculée d'Arabie Saoudite mais sur le territoire socialiste du Venezuela. Dans la grande majorité des cas, cette invasion silencieuse s'est faite avec la passivité ou la complicité des forces de police vénézuélienne. Dans le meilleur des cas, elles n'agissaient pas. Et parfois, lorsqu'il s'agit de délits mineurs (bagarre entre couple ou infidélité,...), les policiers renvoyaient directement les plaignants à voir ça avec les paramilitaires.

Pour la première fois, en septembre 2008, les paramilitaires ont manifesté ouvertement leur présence dans le Táchira, comme pour défier le Peuple et le gouvernement bolivarien. Dans la petite ville de Rubio, en plus des graffitis revendiquant leur présence, des tracts ont été distribués au nom du groupe paramilitaire colombien les « Aguilas Negras ». Sur le papier on peut lire que ce groupe va opérer un « nettoyage social ». Principaux visés : « les homosexuels, les drogués, les putes, les hommes et femmes infidèles, les voyous, etc... » Un couvre feu a été imposé dans la petite ville par les paramilitaires. Toutes personnes marchant dans la rue après 10 heures du soir est susceptible d'y recevoir une raclée ou d'y laisser sa peau. La nuit, dans les quartiers populaires de certaines localités du Táchira, un silence glacial sort des fenêtres où il y a quelques mois encore, on pouvait y entendre de la musique. Les gens ne festoient ni ne criaient plus, mais murmurent pour ne pas déranger « les types de dehors ». Pourquoi donc nos entreprises de communication ne nous ont jamais informés sur ces agissements, alors qu'ils sont si prompts à dénoncer des « milices chavistes » qui, elles, n'ont pourtant jamais existé [29] ?

Il n'est pas anodin que les Aguilas Negras se manifestent aujourd'hui ouvertement. D'une part, le groupe paramilitaire se sent assez puissant pour défier l'État. D'autre part, la colère de la population se transfère sur le gouverneur chaviste de l'État du Táchira, favorisant par là le candidat de l'opposition aux prochaines élections régionales. Et pourtant, dans l'État frontalier du Zulia dont le gouverneur est un de leader de l'opposition, Manuel Rosales, les pratiques des paramilitaires colombiens sont monnaie courante et parfois agissent en totale collusion avec les interventions de la police régionale [30].

En plus des conséquences électorales, l'invasion paramilitaire montre bien que la guerre contre le Venezuela a bel et bien commencé. En effet, depuis les révélations de l'ordinateur du chef paramilitaire Rodrigo Tovar alias Jorge 40 aux derniers scandales de la parapolitique en Colombie, les liens de l'oligarchie colombienne au pouvoir avec les paramilitaires ne sont un secret pour personne. À part peut-être pour les lecteurs du *Monde*...

L'occupation de territoire vénézuélien par les paramilitaires apparaît donc comme une offensive militaire de Bogota et des États-Unis. Le paramilitarisme colombien opère de manière similaire au rôle qu'a eu la Contra nicaraguayenne, lancée depuis le Honduras, contre le gouvernement sandiniste.

Pendant ce temps, Pedro Carmona, le dictateur qui avait pris le pouvoir temporairement le 11 avril 2002, donne depuis le mois de septembre 2008, des cours d'espionnage à des gradés de l'armée colombienne [31].

Bruits de botte dans les Caraïbes

Le 24 avril 2008, le chef des Opérations navales de l'armée états-unienne, l'amiral Gary Roughead, annonce le rétablissement de la IV^e flotte des États-Unis, 58 ans après sa dissolution. Placée sous le commandement de l'amiral Joseph D. Kernan, dont la carrière s'est déroulée au sein des Forces spéciales de l'US Navy, la IV^e flotte est désormais active dans les eaux bordant l'Amérique latine et peut entrer dans ses fleuves. Sa mission : lutter contre le trafic de drogue, le terrorisme et les flux migratoires illégaux. Or si l'on excepte le dernier point, nous avons pu voir comment les États-Unis et la Colombie ont redoublé d'effort pour associer le Venezuela aux deux premiers points. Il ne s'agissait donc pas d'une énième offensive pour dénigrer le gouvernement bolivarien mais bien de trouver un prétexte à l'intervention de la IV^e flotte états-unienne contre le Venezuela. Répondant au commandant de la IV^e flotte qui avait manifesté son intention de naviguer dans les « eaux marrons » (les fleuves) d'Amérique latine, le président Chavez fut explicite : « Le navire gringo qui entrera dans ces eaux marrons deviendra lui-même marron car nous l'enverrons par le fond. Aucun navire ne passera par nos fleuves. Notre Révolution est pacifique mais pas désarmée » [32]. D'autre part, comme nous le rappelle Eva Golinger : « En février 2008, le Pentagone a lancé l'Opération Enduring Freedom. Caraïbes-Amérique Centrale et a envoyé un bataillon des Forces spéciales dans la zone pour y prévenir les menaces potentielles de terrorisme dans la région » [33].

En plus des menaces militaires, et de la guerre psychologique permanente, le Venezuela bolivarien a dû faire face, cette année 2008, à une tentative de sécession qui ne manquera pas d'avoir des conséquences sur les élections de novembre.

Une curieuse "autonomie" organisée par Washington

Amputer une partie du territoire d'un État « rebelle » n'est pas une technique nouvelle des puissances impériales. De la naissance du Koweït au dépeçage de la Yougoslavie, l'Histoire rappelle aux gouvernements qu'adopter une politique d'indépendance nationale et anti-impérialiste comporte des risques sérieux pour la souveraineté de la Nation en question.

Les récents évènements en Bolivie autour des questions de l'autonomie régionale promue unilatéralement par les préfets de droite opposés au président Evo Morales ont donné lieu à une véritable « Internationale de l'autonomie régionale » pour promouvoir l'éclatement en Amérique latine des États contestant les politique de Washington.

Déjà en septembre 2006, la ville de Guayaquil en Équateur accueillait le premier « Forum international sur la liberté et l'autonomie régionale ». Financé par les États-Unis à travers la NED [34] et la USAID [35], cette réunion a pu compter, parmi les nombreux participants, sur la présence du maire de Quito et de celui de Guayaquil pour l'Équateur, du secrétaire général de la préfecture de Santa Cruz en Bolivie et d'un représentant de Rumbo Propio, une organisation séparatiste du Zulia, la riche région pétrolière vénézuélienne.

L'organisation Rumbo Propio voit le jour en 2005. Son but est de promouvoir « l'autonomie » de la région pétrolière du Zulia. Affichant clairement une idéologie ultralibérale [36], l'organisation ne conquiert pas beaucoup d'adhérents malgré la publicité que lui a fait l'ancien ambassadeur des États-Unis à Caracas [37].

C'est le lendemain du referendum illégal sur l'autonomie de la région de Santa Cruz en Bolivie, le 5 mai 2008, que Rumbo Propio va réapparaître et constituer une menace supplémentaire pour la Révolution bolivarienne. Ce jour là, le Conseil législatif de l'État du Zulia (CLEZ) a annoncé la tenue d'une session spéciale de l'Assemblée parlementaire régionale sur le thème de l'autonomie. L'orateur invité n'est autre que Nelson Suarez représentant de l'organisation Rumbo Propio. Comme pour donner une dimension nationale à cette tentative de sécession, l'ancien gouverneur de l'État de Carabobo et candidat à l'élection présidentielle contre Chavez en 1998, Henrique Salas Römer, affirmait le 7 mai 2008, dans les colonnes du journal *El Universal*, que l'autonomie est une alternative au gouvernement de Chavez et déclarait : « Ainsi, les revenus pétroliers ne passeront plus par le pouvoir central et iront directement aux régions » [38]. Sans commentaires.

Il ne faut pas s'y tromper. Il n'est pas question ici d'une quelconque autonomie, les États régionaux vénézuéliens en disposant déjà dans beaucoup de domaines dans lesquels ils peuvent légiférer. Il s'agit purement et simplement de sécession. Il n'y a qu'à regarder les « statuts » d'autonomie rédigés par Rumbo Propio pour s'en rendre compte [39].

En plus des menaces directes, de la guerre psychologique et médiatique, la Révolution bolivarienne doit désormais faire face à des techniques plus souterraines qui ont déjà fait leur preuve en Yougoslavie.

La question de « l'autonomie », quant à elle, s'est déjà installée dans les débats des candidats du Zulia aux prochaines élections régionales et municipales.

Le cas de la « mallette »

Le cas de la « mallette » va devenir le recours privilégié des media commerciaux vénézuéliens pour dénigrer le gouvernement. De la même manière que les supposés révélations du matériel informatique de Raul Reyes, le feuilleton juridico-financier de la « mallette » continue plus d'un an après son début à révéler de surprenantes accusations.

Cette telenovela commence le 4 août 2007, lorsqu'un entrepreneur à la double nationalité vénézuélienne et états-unienne et résidant à Miami, est arrêté aux douanes de Buenos Aires avec une attaché-case contenant 800 000 dollars. Immédiatement et sans aucune preuve ni enquête, les media vénézuéliens et internationaux lâchent leur verdict : cet argent devait servir à alimenter la campagne de Cristina Fernandez de Kirchner à l'élection présidentielle.

C'est là le début d'une saga dont les media commerciaux vénézuéliens et les partis politiques d'opposition se sont largement abreuvés durant la campagne du referendum pour la réforme partielle de la Constitution. Selon eux, cette affaire montrerait bien le haut niveau de corruption des élites bolivariennes méprisant la dure réalité du citoyen lambda.

Mais l'affaire va prendre alors une autre dimension. Deux des associés du porteur de la valise, Guido Antonini, vont être accusés, eux, d'être des agents secrets vénézuéliens et d'avoir fait pression sur Antonini pour qu'il ne révèle pas l'origine de cette « caisse noire ». C'est donc devant les tribunaux de Miami que le deuxième volet de l'affaire est jugé. Et redonne un souffle à une saga qui aurait dû s'arrêter devant la justice argentine. Nous ne nous prononcerons pas sur un jugement en cours mais nous interrogeons tout de même sur trois points parallèles à cette affaire. Les media internationaux et vénézuéliens se sont offusqués qu'une mallette de 800 000 dollars ait pu être remise au parti de Cristina Kirchner. La justice tranchera pour savoir s'il s'agit d'info ou d'intox. Mais pourquoi donc la machine médiatique ne s'emballait-elle pas de la même manière lorsque le gouvernement des États-Unis, à travers la NED et la USAID pour ne citer que deux agences, a financé l'opposition bolivienne à hauteur de 120 millions de dollars par an (l'équivalent de 150 « mallettes ») depuis l'arrivée de Evo Morales au pouvoir ? Pourquoi donc les media internationaux n'ont-ils jamais fait mention des centaines de millions de dollars que ces mêmes agences ont versé à l'opposition antichaviste au Venezuela ?

Si l'entrepreneur Franklin Duran, associé de Guido Antonini, est reconnu coupable de « conspiration et d'être un agent vénézuélien » par la justice de Miami, alors on peut aisément penser qu'il recevra la même peine que les cinq agents cubains condamnés à quelques années de plus que la perpétuité pour avoir infiltré les réseaux terroristes anticastristes de Miami en toute transparence avec les autorités policières des États-Unis. Le verdict contre Franklin Duran sera donc un bon indicateur a contrario de la culpabilité du gouvernement vénézuélien.

Enfin, la première affaire de la mallette avait fortement servi l'opposition dans sa campagne électorale contre la réforme de la Constitution. Le « Non » à la réforme était associé dans leur discours au « Non » à la corruption, faisant référence, sans preuve, au cas de la « mallette ». Comme par le hasard du calendrier judiciaire de Miami, le jugement concernant la deuxième affaire lié à la « mallette » vient de s'ouvrir, un peu plus de deux mois avant les élections et exactement 15 jours avant le lancement officiel de la campagne électorale par le Centre National Electoral vénézuélien. Le hasard fait bien les choses, surtout lorsqu'il vient de Miami. Cette seconde affaire de la « mallette » permet aussi aux media commerciaux de ressasser ce thème pour ne pas se prononcer sur les récentes tentatives déjouées de coup d'État ou la découverte dans l'État du Zulia (dirigé par l'opposition) d'un bazooka destiné à pulvériser l'avion présidentiel [40]. De plus, cette saga est rythmée, tout comme le fut celle de l'ordinateur de Raul Reyes, par de nouvelles déclarations rocambolesques au fur et à mesure que le procès se déroule à Miami.

Comme on peut le voir, la guerre médiatique et psychologique fait rage contre le Venezuela. De plus, depuis le Plan Balboa en 2001 [41] et les manoeuvres réalisées à Curaçao en 2005 [42], jamais les États-Unis ne s'étaient montrés militairement aussi menaçants face au Venezuela. La stratégie du séparatisme vient, quant à elle, renforcer la pression sur la Révolution bolivarienne. Cette guerre de « basse » intensité

cherche surtout à fatiguer le Peuple pour le pousser dans les bras de l'opposition aux élections régionales et municipales du 23 novembre. Au niveau national, cela a débouché sur une tentative déjouée de coup d'État en septembre [43] et le renvoi de l'ambassadeur états-unien à Caracas [44]. Mais la poussée de la gauche en Amérique latine a changé la donne. L'action belliqueuse des États-Unis dans ce qu'il considère comme leur pré-carré a provoqué au cours de l'année 2008, plusieurs réponses de poids des pays latino-américains.

Alliances internationales face aux menaces de l'Empire

Les réactions face à la réactivation de la IV^e Flotte états-unienne ne sont pas venues que du Venezuela ou de Cuba. Le 14 juillet 2008, le sénateur Pedro Simon, du parti du Mouvement démocratique brésilien (centre), se dresse contre la IV^e Flotte : « Si la IV^e flotte n'a pas un caractère offensif [comme la affirmé Thomas Shannon, le vice secrétaire d'État états-unien aux affaires occidentales, ndt.], alors c'est pour se défendre, mais se défendre de quoi ? L'Union Soviétique n'existe plus, Fidel Castro ne gouverne plus Cuba et Chavez est en train de changer. Il reçoit le président de Colombie et oublie les Farc. Donc je me demande : Quel est le motif pour relancer la IV^e Flotte ? » [45]. Son rejet est suivi quelques jours plus tard par celui du Mercosur [46]. L'inquiétude du Brésil, relayé par le président Luis Inácio da Silva le 18 septembre 2008 [47], vient du fait que la IV^e Flotte patrouillera dans les immenses gisements de pétrole offshore découverts dans les eaux territoriales brésiliennes quelques mois plus tôt. Cette déclaration du Brésil, du Mercosur mais aussi la préoccupation d'autres pays latino-américains comme le Venezuela, l'Argentine, la Bolivie, Cuba intervient dans un moment clé de l'unité latino-américaine.

Création de l'Union des Nations Sud-américaines (UNASUR)

Si les racines d'Unasur remontent à la signature du traité de Cuzco, le 8 décembre 2004, pour poser les bases d'une union supranationale [48], c'est le 23 mai 2008, à Brasilia, qu'Unasur a été officiellement lancée. Tous les pays sud-américains en sont membres. Inspirée de l'Union Européenne, Unasur dispose dans sa volonté d'intégration régionale d'un Conseil des chefs d'États, d'une présidence temporaire (assumée pour un an par la présidente du Chili Michelle Bachelet), d'un secrétariat et d'un Conseil des ministres des Affaires étrangères. Dans un premier temps Unasur s'est concentrée sur le développement d'infrastructure notamment en matière énergétique. À terme, il est envisagé une monnaie commune (qui dépendrait alors de la Banque du Sud), un parlement élu (dont le siège serait à Cochabamba en Bolivie). La libre circulation des citoyens des pays membres d'Unasur étant elle déjà effective.

Mais c'est le 15 septembre, soit 4 mois après son lancement officiel, que Unasur va s'affirmer comme une force politique régionale en « condamnant toute rupture de l'ordre constitutionnel » en Bolivie, en affirmant son soutien au président Morales et en invitant au dialogue. Mais surtout en refusant de recevoir les préfets d'opposition boliviens et en les isolant sur la scène internationale, Unasur a démontré son soucis d'intégration latino-américaine face aux ingérences incessantes des États-Unis. Un nouveau bloc régional est né.

Le Conseil de Défense régional

Le bombardement du territoire équatorien par l'armée colombienne et ses alliés de Washington, le 1er mars 2008 a eu un effet collatéral. Face à cette violation de la souveraineté de l'Équateur, le président Chavez qui avait préalablement, en janvier 2008, parlé d'une armée commune des pays de l'ALBA, relance l'idée d'un ensemble armée supranational.

C'est le Brésil qui va structurer cette proposition et proposer aux pays membres d'Unasur un Conseil de Défense sud-américain non à des fins belliqueuses mais de dissuasion. La proposition va être reçue avec enthousiasme à Caracas, Buenos Aires et La Paz et avec plus de réserve en Uruguay. La Colombie quant à elle refuse de s'intégrer à cette initiative. Les États-Unis ne sont absolument pas conviés à participer à cette initiative. Comme le souligne Nelson Jobim, ministre de la Défense du Brésil : « J'ai parlé avec les autorités des États-Unis et je leur ai clairement dit que nous allons faire ce dont l'Amérique du Sud a besoin. Il n'y aucune possibilité que les États-Unis participent car le Conseil [de Défense] est sud-américain et les États-Unis ne sont pas un pays sud-américain. Nous n'avons pas besoin de demander la permission aux États-Unis pour faire cela » [49].

Le Conseil de Défense sud-américain n'a pas encore vu le jour même si Nelson Jobim estime qu'il « pourrait devenir une réalité avant la fin de l'année [2008] ».

Quoiqu'il en soit, ce projet ainsi qu'Unasur démontre la volonté des pays sud-américains de parler en tant qu'ensemble régional pour tenter d'écarter par là l'ingérence des États-Unis. De plus, ces réponses régionales nous aide à relativiser l'opposition qui existe, selon certains éditorialistes, entre deux gauches latino-américaines, l'une bonne et raisonnée incarnée par Lula et l'autre, celle d'Hugo Chavez et de Fidel Castro qualifiée de populiste [50]. La volonté du Brésil de s'imposer comme la puissance leader dans cette alliance régionale (son industrie militaire serait la première à profiter d'un Conseil de Défense sud-américain) l'oblige à sceller des alliances. Les problèmes des latinos-américains seront désormais gérés par les latinos-américains.

L'alliance militaire Venezuela-Fédération de Russie

Pour répondre aux menaces militaires étasuniennes contre son territoire, le Venezuela a renforcé la coopération avec la Russie dans le domaine de la défense. La Russie était un des vendeurs d'armes privilégiés par le Venezuela. Elle est devenue un partenaire militaire. Le 10 septembre 2008, deux bombardiers TU-160 sont arrivés à Caracas sur invitation du Venezuela. Après avoir exercé des manœuvres pendant cinq jours, ils sont repartis en Russie. Mais comme le souligne le porte-parole de l'état-major général de l'armée russe, Anatoli Nogovitsyne : « La visite au Venezuela est le premier vol de longue durée de ce type, et forts de ce potentiel stratégique, nous devons l'entretenir » [51]. De plus, des manœuvres navales conjointes entre des vaisseaux de guerre russes et la marine vénézuélienne vont avoir lieu en novembre 2008 dans les eaux territoriales vénézuéliennes. Comme le note l'analyste Iliia Kramnik : « La présence de navires russes dans la mer des Caraïbes constitue en soi un sujet de discussion supplémentaire mais la situation politique qui prévaut actuellement nous oblige, qu'on le veuille ou non, à évoquer à nouveau un retour au temps de la Guerre froide (...) Le terme "d'exhibition du drapeau", procédé aussi vieux qu'efficace, est ce qui caractérise le mieux le type d'action entreprise par la Marine russe. Cette présence vise essentiellement à manifester son intérêt pour une région et, par la même occasion, à démontrer à un adversaire potentiel sa capacité à l'attaquer dans telle ou telle zone d'importance critique en cas de nécessité » [52]. Le terme de Guerre Froide utilisé par Kramnik résonne tout à fait juste si l'on garde à l'esprit que ces manœuvres ont été décidées peu de temps après l'embrassement dans le Caucase.

D'une manière plus générale, tout au long de l'année 2008, et alors que s'intensifiaient les menaces étasuniennes, la Révolution bolivarienne a su tisser des alliances tant régionales qu'internationales pour prévenir de toute violation possible de son territoire.

Dans le même temps, au niveau national, les élections du 23 novembre 2008, ont été amorcées dès le premier trimestre de l'année.

Cap sur les élections régionales et municipales du 23 novembre 2008

La division politico-territoriale du Venezuela rend capitales les élections régionales et municipales du 23 novembre 2008. En effet, les larges autonomies politiques et financières accordées aux régions et aux mairies peuvent représenter un frein au projet de développement national du gouvernement bolivarien. Si la Constitution définit l'État central dans son article 4 comme « fédéral et décentralisé », les articles 167 et 179 l'obligent à financer les États régionaux et les Municipios à hauteur de 20 % de ses rentrées fiscales [53]. L'argent étant réparti pour 30 % de ce montant pour toutes les régions à part égales. Les 70 % qui restent sont répartis en fonction de la population des États régionaux. L'État du Zulia qui est le plus peuplé du Venezuela, est celui qui a reçu le plus d'apport financier de la part de l'État central. Or le gouverneur d'opposition Manuel Rosales utilise une partie de cet argent pour financer son parti politique à hauteur de 5 500 000 dollars par mois si l'on en croit le député à l'Assemblée nationale, José Luis Acosta [54]. Ce qui amène le président Chavez à avertir qu'en cas de victoire de l'opposition dans les États régionaux, les partis politiques qui lui font face utiliseront les ressources de l'État à des fins déstabilisatrices. La référence à une « Media Luna » vénézuélienne a même été évoquée en référence aux départements gérés par l'opposition au président Morales en Bolivie.

D'autre part, certains maires ou gouverneurs utilisent ces ressources de l'État pour les placer dans des banques privées (généralement au travers « d'amis influents ») à des fins spéculatives.

D'une manière générale, les mairies et États régionaux tenus par l'opposition sont un frein à tous les projets de développement que réalise le gouvernement bolivarien. Les prochaines élections régionales et municipales seront donc déterminantes pour la continuité du processus socialiste au Venezuela.

La consolidation du Parti socialiste uni du Venezuela

L'année 2007 avait été marquée par la naissance du Parti socialiste uni du Venezuela (PSUV). La majorité des dizaines de petites formations politiques qui appuyaient la Révolution bolivarienne s'étaient dissoutes pour incorporer le grand parti de l'unité. Deux partis chavistes importants avaient refusé, pour différentes

raisons, d'intégrer le PSUV : Patrie pour tous et le Parti communiste du Venezuela. Après avoir, durant l'année 2007, élaboré des fondations et désigné des responsables temporaires, le PSUV allait se soumettre à un exercice de démocratie interne de grande ampleur.

Le 9 mars 2008, les militants du PSUV étaient appelés aux urnes pour désigner la direction de leur parti. Afin d'éviter tout reproche de fraude, le comité électoral temporaire décida de louer les services et la logistique du Centre national électoral. Autrement dit, l'élection interne du PSUV a bénéficié des mêmes critères de rigueur démocratique que n'importe quelle élection vénézuélienne et ce, en vertu de l'article 293 de la Constitution [55]. Tous les militants pouvaient librement se présenter à cette élection interne. Le 9 mars 2008 au soir, le PSUV a élu une direction permanente composée de 30 membres (15 permanents, 15 suppléants). Il est intéressant de constater que dans les 15 membres permanents, cinq viennent de l'ancien parti de Chavez, le MVR, trois viennent de Patrie pour tous et un du Parti communiste. Autrement dit, les cadres qui ont quitté les partis qui se refusaient à se fondre dans le PSUV ont été plutôt bien intégrés au sein de la direction nationale. On ne peut pas vraiment donc parler d'un MVR bis.

Fort de cette expérience démocratique, le PSUV va reprendre le même chemin des urnes afin d'élire en primaires leurs candidats aux élections régionales et municipales du 23 novembre 2008. De même que pour les élections à la direction nationale, chaque militant pouvait se présenter à ces primaires. Près de deux millions et demi (!!!) de militants ont voté pour les multiples candidats aux 603 postes à pourvoir. La plupart des candidats ont pu être connus le soir même. Pour les cas en ballottage, la direction nationale du PSUV en présence des candidats concernés a déterminé, pour des raisons stratégiques et politiques, quel serait le meilleur candidat.

Ces résultats [56] vont donner lieu à une clarification idéologique et sera le début d'une mise au point avec les partis alliés. Tout d'abord, il faut se rappeler que le président Chavez avait décidé de lancer un Parti uni de la Révolution notamment pour en finir avec la myriade de petites organisations politiques dont la seule constitution tenait au chantage électoral que leur formation pouvait alors exercer sur les partis majoritaires [57]. Autrement dit, les 1 % ou 2 % des petites formations qui manquaient aux grands partis de la Révolution étaient âprement négociés pour un poste facilement éligible ou pour un siège de ministre ou de haut fonctionnaire. Le président Chavez avait prévenu ses alliés : « Libre à vous de ne pas vous unir au PSUV, mais ne venez pas réclamer des postes par la suite. Le Peuple au sein du PSUV élira ses propres candidats. » Devant les résultats obtenus aux primaires, certains militants du PSUV arrivés clairement derrière le candidat élu ont crié à la fraude. Or ces élections internes se sont déroulées dans les mêmes conditions de transparence que les élections d'ampleur nationale avalisées par différents organismes internationaux. Ces mauvais perdants n'auraient pas mérité une seconde d'attention si les media commerciaux n'avaient pas amplifié leurs plaintes, jetant une fois de plus le doute sur un système électoral qui leur a pourtant permis de remporter le referendum sur la réforme partielle de la Constitution en 2007.

Certains partis alliés de la Révolution voyant la possibilité d'une élection d'un de leurs membres leur échapper vont entreprendre un bras de fer avec la direction du PSUV. C'est le cas notamment du parti Patrie pour tous qui a proposé à certains des mauvais perdants des primaires du PSUV de se présenter sous ses couleurs aux élections régionales et municipales du 23 novembre 2008. Le but est de diviser la gauche pour pouvoir peser dans l'obtention de poste. Fort du succès des élections primaires, le vice-président du PSUV a convoqué plusieurs rencontres avec les dirigeants des partis alliés pour éviter une dispersion des votes à gauche, mais a affirmé comme principe de ces discussions l'impossibilité de négocier les postes des candidats du PSUV. Dans certains États et certaines mairies (dont la mairie de la Grande Caracas), le PSUV s'affrontera donc à des candidats de gauche en plus des candidats de l'opposition.

Dans le cas de l'État rural du Guarico, le gouverneur chaviste en place, Eduardo Manuitt, ne pouvait pas se représenter car il avait déjà passé deux mandats à la tête de l'État. Il décida de lancer sa fille pour lui succéder. Étant lui-même un grand propriétaire terrien, un patron d'entreprise et Gouverneur de Guarico, la perte des autorités de l'État aurait été un manque à gagner pour sa famille...

Devant la défaite de sa fille aux primaires du PSUV, la famille Manuitt a maintenu la candidature de la fille du gouverneur avec l'appui du parti Patrie pour tous. Ce fut l'occasion d'une clarification idéologique du processus. Le gouverneur Manuitt et sa famille obstruait depuis quelques années la construction du socialisme et la réforme agraire dans son État. Maintenu jusqu'alors pour des raisons stratégiques, le président Chavez l'a renvoyé dans les rangs de l'opposition.

Il en fut de même pour le gouverneur chaviste de l'État du Carabobo. Soupçonné d'enrichissement illicite de par sa position à la tête de l'État régional, le général Acosta Carles se présentera en novembre en tant que candidat indépendant. Le président Chavez a même averti « qu'il préférerait perdre un État régional » que de faire réélire ce type de candidats.

Quoiqu'il en soit, cela modifie le panorama électoral vénézuélien. L'opposition ne détient pas seulement les pouvoirs exécutif et législatif de deux États (Zulia et Nueva Esparta) comme l'affirme la plupart des media internationaux. Depuis le retournement de veste du parti Podemos et des deux gouverneurs mentionnés plus haut, l'opposition possède 6 États sur 22 que le PSUV cherchera donc à gagner.

Unité relative de l'opposition et offensive médiatique

Face au rouleau compresseur électoral que représente le PSUV et ses deux millions et demi de militants qui participèrent aux primaires, l'opposition a décidé, malgré de nombreuses différences idéologiques, de s'unir. Mais dans ce cas, point d'appel aux militants ou à la convocation de primaires. Le critère retenu pour sélectionner un candidat unique a été le recours à des entreprises de sondages, ou à l'organisation Súmate, pourtant impliqué dans des tentatives de renversement du gouvernement [58].

Les résultats ne sont pas allés de soi, chaque candidat ayant sa propre firme de sondage qui le déclarait gagnant. Au final, le choix des candidats uniques de l'opposition fut le résultat de réunions à huis clos entre les dirigeants des partis d'opposition. Et lorsqu'aucun accord n'a pu être dégagé, alors plusieurs candidats de l'opposition restent en lice. Par exemple, dans le municipio Chacao (base de l'opposition à Caracas), quatre candidats de l'opposition s'affrontent, trois de ces prétendants provenant du même parti politique : Un Nuevo Tiempo. Il est vrai que le pactole que représente ce municipio (un des plus riches d'Amérique latine) semble plus important que les désirs d'unité pourtant exprimés par les militants de l'opposition.

De manière plus générale, la coalition d'opposition réunit des partis allant de l'extrême gauche à l'extrême droite qui, avant l'arrivée de Chavez au pouvoir et la nouvelle donne politique, s'étaient fait la guerre tout au long de la période dite de Punto Fijo. L'exemple le plus frappant de ces alliances rocambolesques vient du l'État du Bolivar. Andres Velasquez, leader du parti La Causa R, a reçu le soutien des partis Accion Democratica et Copei. Par le passé, ces partis avaient organisé des fraudes électorales pour empêcher l'accès au poste de gouverneur, puis de président lors de l'élection de 1994 au candidat...Andres Velasquez de La Causa R. En cas de victoire de celui-ci, on imagine la teneur des transactions dus à ce soutien surréaliste. Et malgré cette alliance, l'opposition part divisée dans cet État, puisque le parti Primero Justicia a décidé de présenter son candidat.

En plus de cette unité relative, les programmes des candidats d'opposition restent très vagues. Généralement axés sur l'insécurité, qui reste un problème national peu facilement gérable avec des moyens locaux ou régionaux. L'utilisation des mécontentements de la population est inversement proportionnelle aux solutions réelles apportées par les candidats d'opposition. Plus généralement, les candidats d'opposition ont ciblé leurs campagnes sur des thèmes nationaux impulsés par les media commerciaux, comme c'est le cas avec « l'affaire de la valise », les « inéligibilités » et les décrets-lois impulsés par le président Chavez.

Les inéligibilités et les décrets-lois : véritable "aubaine" pour une opposition en mal de programme

Le 25 février 2008, l'Inspecteur général de la République, Clossovaldo Russian, soumet au Tribunal suprême de Justice (TSJ), une liste de 368 noms d'élus ou de hauts fonctionnaires soupçonnés d'irrégularités dans leur gestion. Le 5 août, le TSJ promulgue l'inéligibilité de 272 personnes de cette liste. Parmi la liste, des personnalités liées à l'opposition mais aussi au gouvernement. Ainsi, l'ancienne vice-ministre des Affaires étrangères pour l'Amérique du Nord, Mari Pili Hernandez ne peut se présenter à une élection ni briguer un poste de haut fonctionnaire. La grande majorité des inéligibles acceptent la sentence.

L'opposition voit dans cette décision de justice une « aubaine » pour faire réapparaître le sceptre déjà usé de la dictature chaviste. Mené par Leopoldo Lopez, le maire de Chacao déclaré inéligible pour sa gestion du Municipio et pour un détournement de fonds de PDVSA au profit de son parti politique d'alors [59], l'opposition va se lancer dans un raid médiatique national et international (notamment aux États-Unis et au Mercosur) pour dénoncer ce qu'ils voient comme une atteinte à la démocratie. Et pourtant, les condamnations se base sur les articles 91, 92, 94, 105 et 113 de la loi sur la Controlaria General de la Republica, voté en 2002 avec la présence de députés d'opposition à l'Assemblée nationale [60]. Comme le rappelle Sarah Testard dans un article minutieux consacré au sujet des inéligibilités : « Il y a des dizaines et dizaines d'hommes politiques jugés inéligibles durant ces dernières années en France, pour divers cas de corruption. Quelques exemples, comme celui du couple Mégret en octobre 2006, condamnés par le tribunal correctionnel de Marseille à un an d'inéligibilité et huit mois de prison avec sursis pour détournement de fonds publics à la mairie de Vitrolles en 2001-2002, ou encore celui de l'ancien maire de Dijon, François Rebsamen en octobre 2004, condamné par le tribunal administratif de Dijon à un an d'inéligibilité pour avoir transformé le bulletin municipal en tribune servant ses propres intérêts, ou celui d'Antoine Aubrée, l'ancien maire de Pont-Sainte-Maxence, condamné fin janvier à six mois de prison avec sursis et dix ans d'inéligibilité par le tribunal correctionnel de Senlis, soupçonné de délit de favoritisme sur quatre marchés publics de la

ville. La liste est longue, la France n'est pas à l'abri de ses corrompus. Le Venezuela n'est pas une exception » [61].

Malgré cette évidence, le rejet des inéligibilités est devenu un des thèmes centraux de la campagne des candidats de l'opposition, au détriment des véritables enjeux régionaux et municipaux.

Devant le vide programmatique des candidats d'opposition et l'essoufflement de la campagne contre les inéligibilités, l'opposition va se trouver un autre cheval de bataille : une liste de 26 décrets-lois promulgués à travers la loi habilitante voté en 2007 par l'Assemblée nationale. Comme le souligne le sociologue Gregory Wilpert : « Au Venezuela, la loi habilitante n'a rien à voir avec ce genre de "gouvernement par décrets" puisqu'elle est limitée de plusieurs manières. Premièrement, le président est tenu de respecter la Constitution. Il ne lui est possible de promulguer des décrets-lois que dans des domaines définis par l'Assemblée nationale, pendant une période limitée fixée par celle-ci, et uniquement s'ils sont conformes à la constitution. En d'autres termes, il ne peut donc pas ordonner arbitrairement l'arrestation de quelqu'un ou faire fi des droits civils fondamentaux, par exemple. Certaines lois doivent même être soumises à la Cour suprême, chargée d'en examiner la constitutionnalité (...) De plus, les décrets-lois peuvent être abolis par le plus important pouvoir de tous : les citoyens. Les décrets-lois peuvent être annulés par un vote populaire » [62]. Ce n'était pas la première fois que Chavez utilisait la loi habilitante. Les lois qui avaient découlés de ces premiers « pouvoirs spéciaux » furent le déclic du coup d'État d'avril 2002.

Lorsque l'Assemblée nationale vote la loi habilitante en janvier 2007, l'opposition ne se manifeste pas trop. Hugo Chavez bénéficie de 18 mois pour concocter des lois. À part quelques lois marginales, le président n'utilisera la loi habilitante (qu')alors que le mandat donné par l'Assemblée nationale s'épuisait. L'opposition qui, peut-être, s'attendait à ce que le président Chavez ne promulgue aucune loi monte alors à la charge, en dénonçant les 26 décrets-lois comme étant le calque de la réforme partielle de la Constitution rejetée le 2 décembre 2007.

Or, les 26 décrets-lois, touchent des domaines variés qui n'étaient pas concernés par la proposition de réforme de la Constitution. C'est le cas des lois promulgués sur le tourisme, le secteur financier agricole, l'habitat, les voies de navigation, la sécurité sociale, le transport ferroviaire, et les banques. Autrement dit, 22 des 26 décrets-lois n'ont absolument rien à voir avec les points proposés dans la proposition de réforme partielle de la Constitution. Drôle de calque !!!!

Pour les quatre lois restantes (dans le domaine militaire, de l'administration publique, et de l'économie populaire), on retrouve en effet des thèmes proches de ceux proposés dans la réforme partielle de la Constitution. Mais ces lois sont soumises à des cadres dont le respect de la Constitution actuelle. Ainsi, la loi organique sur l'Administration publique autorise l'exécutif à nommer des responsables pour un territoire donné afin de coordonner les œuvres du gouvernement. Le responsable devra, bien entendu, respecter les aires de compétences des maires et des gouverneurs élus. Ce thème se trouvait certes dans la proposition de réforme de l'article 225 de la Constitution [63] mais il n'entre en aucun cas en contradiction avec la Constitution de la République bolivarienne du Venezuela. Qu'importe, l'opposition y voit un tour de passe-passe, et l'imposition d'une dictature de l'exécutif au Venezuela. Les préfets français apprécieront la remarque...

De même, la loi sur l'économie populaire visant à développer un modèle productif communautaire ne s'oppose pas au respect de la propriété privée telle qu'elle s'exprime dans la Constitution (et telle qu'elle s'exprimait dans le projet de réforme) mais à développer en parallèle de nouvelles formes de propriétés.

En ce qui concerne la nouvelle loi sur les Forces armées, le point qui fait bondir l'opposition est l'intégration de la « Milice bolivarienne » comme corps spécial des forces armées. La Milice bolivarienne, qui n'a évidemment rien à voir avec celle de Pierre Laval, est la fusion du Corps de réserve et de la Garde territoriale en charge des frontières. La proposition de réforme de l'article 339 prévoyait d'instaurer la Milice bolivarienne comme une des cinq armes des Forces armées (en plus de l'armée de Terre, la Marine, l'Aviation et la Garde nationale). Cette proposition fut rejetée et la Milice ne sera qu'un corps « spécial » sans être un pilier des Forces armées. Cette loi renforce aussi, en accord avec l'article 328 de la Constitution, le caractère sociale des Forces armées et rénove la pensée militaire vénézuélienne en se détachant des canons imposés par l'École des Amériques et Washington depuis des décennies.

En fait, l'approbation des 26 décrets-lois permet surtout aux candidats d'opposition de mobiliser leurs troupes en leur affirmant que leur vote du 2 décembre dernier n'a servi à rien. C'est d'autant plus facile que peu de monde a lu les 26 décrets lois. L'interprétation faussée faite par les media commerciaux sert donc de Reader's Digest. Bien plus fort qu'une ébauche de programme relatif à la réalité régionale et municipale, cette nouvelle duperie permet de jouer sur la rancoeur et l'émotionnel. Mais à la différence de l'approbation

du Traité de Lisbonne à Versailles, le 4 février 2008, les bases de la Constitution bolivarienne n'ont pas été ébranlées.

Le Peuple vénézuélien n'est pas dupe et le fera certainement savoir le 23 novembre 2008.

Romain Migus

- [1] Jean Hébert Armengaud, « *Opération Emmanuelle : Retour sur un fiasco* », Libération, 1er janvier 2008.
- [2] Sorte de papillote de farine de maïs fourrée à la viande et aux légumes et bouillie dans une feuille de bananier.
- [3] « *Eléments d'analyse après la défaite au Venezuela* », Par Romain Migus, Réseau Voltaire, 6 décembre 2007.
- [4] « *L'Albert Einstein Institution : la non-violence version CIA* », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 4 juin 2007.
- [5] « *Réforme Constitutionnelle et Déstabilisation. Chronique d'une Révolution en marche* », par Romain Migus, Le Grand Soir, 27 novembre 2007.
- [6] « *The Milton Friedman Prize for Advancing Liberty* », Cato Institute.
- [7] « *Le Cato Institute, l'anarchisme vu par les multinationales* », Réseau Voltaire, 10 février 2005.
- [8] « *Baduel : un "rebelde" ungido por Dios* », par Iván Oliver Rugeles, Aporrea, 15 mars 2008.
- [9] « *La Solution de Raul Baduel* », par Victor Poleo, Soberania, 8 juillet 2008.
- [10] « *Réforme Constitutionnelle et Déstabilisation. Chronique d'une Révolution en marche* », par Romain Migus, Op. cit.
- [11] « *L'oligarchie vénézuélienne tente de provoquer une crise alimentaire* », par Salim Lamrani, Réseau Voltaire, 13 mars 2007.
- [12] « *Loi d'expropriation pour cause d'utilité publique ou sociale* », Gazette officielle n° 37.475, 1er juillet 2002.
- [13] Pour un point de vue plus large sur cette question, « *La nationalisation de Santander au Venezuela et son contexte politico-judiciaire-financier* », par Danielle Bleitrach, Changement de Société, 1er août 2008.
- [14] Voir le documentaire Tocar y Luchar, disponible sur Google Video (72 minutes).
- [15] « *La propriété privée est toujours respecté dans la réforme constitutionnelle* », par Alejandro Uzategui, (texte inédit).
- [16] « *Reimpulso Productivo* », Ministerio del Poder popular para la Planificacion y Desarrollo.
- [17] Voir les multiples textes sur ce débat au sein de la gauche.
- [18] Proyecto Nacional Simon Bolivar. Primer Plan Socialista del desarrollo Economico y Social de la Nacion para el periodo 2007-2013, Republica Bolivariana de Venezuela, Presidencia, Septiembre 2006. Téléchargement.
- [19] « *Cocaïne, pétrole et mercenaires* », par Paul Labarique, Réseau Voltaire, 25 février 2004.
- [20] « *Opération "Juste Cause" au Venezuela ?* », par Romain Migus, Réseau Voltaire, 31 janvier 2008.

- [21] « Venezuela cierra su embajada en Bogotá y moviliza al ejército a la frontera con Colombia », Réseau Voltaire/Venezolana de Televisión/Agencia IPI, 2 mars 2008.
- [22] « La Colombie, Interpol, et le cyberguérillero », par Maurice Lemoine, Le Monde Diplomatique, juillet 2008.
- [23] « L'ordinateur de gauche et l'ordinateur de droite », par Romain Migus, Réseau Voltaire, 17 mai 2008.
- [24] « Petición en Congreso de EEUU para resolución contra Venezuela », par Nestor Ikeda, Associated Press, 14 mars 2008.
- [25] « Opération manquée au Venezuela », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 18 mai 2002.
- [26] « De la guerre médiatique à la lutte armée », par Aram Aharonian, Réseau Voltaire, 27 mai 2004.
- [27] « Derrière le masque démocratique de l'opposition vénézuélienne, une "révolution orange" ? », par Romain Migus, Risal, 28 novembre 2006.
- [28] « On va en finir avec ce gouvernement de guérilleros », par Jorge Chávez Morales, Bellacio, 10 août 2006 (article original paru le 17 juillet 2006 dans Ultimas Noticias. Version française de Guadalupe Saenz).
- [29] Voir par exemple : « Ma vie en taxi », par Charles Dantzig, Libération, 17 novembre 2007.
- [30] « Le programme Rose-Brun du candidat anti-Chavez », par Romain Migus, sur le site de Michel Collon, 5 octobre 2006.
- [31] « Ministro colombiano de Defensa lidera conjura contra Venezuela », Agencia bolivariana de noticias (ABN), 17 septembre 2008.
- [32] « Chávez advierte que Venezuela no permitirá navegación de flota naval estadounidense », El Universal, 3 août 2008.
- [33] « La Guerra Fría del Siglo XXI », par Eva Golinger, Aporrea, 19 septembre 2008.
- [34] « La NED, nébuleuse de l'ingérence "démocratique" », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 22 janvier 2004.
- [35] « L'USAID et les réseaux terroristes de Bush », par Edgar González Ruiz, Réseau Voltaire, 17 août 2004.
- [36] Site officiel de Rumbo Proprio.
- [37] L'ancien ambassadeur des États-Unis au Venezuela (ancien consul à Maracaibo et aujourd'hui en poste à Bogota), William Brownfield, avait déclaré lors d'une visite à Maracaibo en compagnie du gouverneur d'opposition Manuel Rosales : « Comme vous le savez, j'ai toujours beaucoup aimé la République Indépendante du Zulia ». Manuel Rosales n'avait alors pas dit un mot pour défendre l'intégrité de la Nation vénézuélienne.
- [38] « Salas Römer propone proyecto de autonomías como alternativa », par Reyes Theis, El Universal, 7 mai 2008.
- [39] Pour une analyse de ces propositions, « L'empire étasunien à l'assaut des Etats-Nations Latino-américains », par Romain Migus, Le Grand Soir, 13 mai 2008.
- [40] Planes de magnicidio : Autoridades incautaron cañón de largo alcance y granadas en el estado Zulia, par Yesenia Chacón, ABN / VTV / Aporrea.org, 24 septembre 2008.
- [41] Exercice militaire réalisé conjointement par les forces armées espagnoles et l'armée étasunienne. Cette « simulation » prévoyait notamment l'invasion du Venezuela pour répondre à la menace terroriste. « ¿Conoce usted El Plan Balboa ? Invadida Venezuela en "juego de guerra" de la Otan », Radio Nacional de Venezuela, 9 mai 2004.
- [42] Bush Vs. Chávez : La guerra de Washington en Venezuela, par Eva Golinger, ed. Monte Ávila, 2006.

[43] « Develan plan conspirativo de militares activos y retirados contra presidente Chávez », Agencia bolivariana de noticias (ABN), 10 septembre 2008.

[44] « Venezuela expulsa a embajador de EEUU en solidaridad con Bolivia », Agencia bolivariana de noticias (ABN), 11 septembre 2008.

[45] « Disparan contra la IV Flota », par Darío Pignotti, Pagina 12, 14 juillet 2008.

[46] « Mercosur rechaza el regreso de la IV Flota de EEUU a aguas sudamericanas », Efe, 29 juillet 2008.

[47] « Lula, preocupado por la IV Flota », Pagina 12, 18 septembre 2008.

[48] « L'intégration latino-américaine est une utopie réalisable », entretien avec Hugo Chavez ; « Les Sud-Américains choisissent entre deux projets d'intégration », par Edgardo Lander, Réseau Voltaire, 13 janvier et 1er juillet 2005.

[49] « Avanza creación del Consejo Sudamericano de Defensa », Adn Mundo, 15 avril 2008.

[50] Lire à ce sujet : « Un "complot" fomenté par Philippe Val et Alexandre Adler ? », par Henri Maler et Mathias Reymond, Acrimed, 19 mai 2006 ; et « Philippe Val s'écrase sur la cordillère des Andes », Le Plan B, n°3, juillet-septembre 2006.

[51] « Tu-160 russes au Venezuela : renforcer la coopération militaire », RIA Novosti, 13 septembre 2008.

[52] « La Marine de guerre russe met le cap sur le Venezuela », par Ilia Kramnik, RIA Novosti, 24 septembre 2008.

[53] Article 167 et 179 de la Constitution de la République Bolivarienne du Venezuela. Version française.

[54] « Denuncian que gobernación zuliana da al mes Bs.F. 12 millones a partido UNT », par Yesibeth Rincón, Panorama, Radio Mundial, 18 juillet 2008.

[55] « Le pouvoir électoral a pour fonction (...) d'organiser les élections des syndicats, des corporations professionnelles et des organisations à caractère politique dans les termes signalés par la loi. Ainsi, il peut organiser les procédures électorales des autres organisations de la société civile à leur demande, ou sur ordre de la chambre Electorale du Tribunal Suprême de Justice », Article 293 de la Constitution de la République Bolivarienne du Venezuela. Version française.

[56] Consultables sur le site du Centre National Electoral.

[57] En décembre 2005, avant le boycott des grandes formations de l'opposition, 446 partis avaient initialement déposés des candidatures pour les élections législatives. En décembre 2006, 25 partis politiques soutenaient le candidat Hugo Chavez. C'est-à-dire que l'électeur disposaient de 25 choix différents pour voter pour Hugo Chavez. Fort du résultat qu'elles accomplissaient, les formations politiques négociaient des postes par la suite.

[58] Expediente \$úmame par Antonio Guillermo Garcia Dangelades, Caracas, 2006 et Code Chávez ; CIA contre Venezuela, par Eva Golinger, ed. Oser Dire, 2006.

[59] Avant de recevoir des fonds millionnaire de la part de l'Institut Républicain International dirigé par John McCain au sein de la NED, le parti Primero Justicia a bénéficié de fonds de PDVSA lorsque Leopolo Lopez y travaillait comme Analyste Economique et sa mère, Antonieta Mendoza de López, comme directrice du département de Service de l'entreprise pétrolière.

[60] Ley Orgánica de la Contraloría General de la República y del Sistema Nacional de Control Fiscal, Gaceta Oficial de la República Bolivariana de Venezuela, n° 37347 datée du 17 décembre 2001. Téléchargement.

[61] « L'"inélégibilité", nouveau faux-fuyant de l'opposition au Venezuela », par Sarah Testard, Bellacio, 3 octobre 2008.

[62] « Polémique sur les pouvoirs spéciaux de Chavez », par Gregory Wilpert, Venezuela Analysis, 6 février 2007. Version française de Chloé Meier Woungly-Massaga, pour Risal, 30 mars 2007.

[63] Reforma de la Contitucion de la Republica Bolivariana de Venezuela, 2 novembre 2007. Téléchargement.